

Les racines intellectuelles du libertarisme et de la démocratie dite illibérale

Jean-Marie Harribey

Octobre 2025

Le XX^e siècle avait véritablement commencé en Europe par la tragédie de la Première Guerre mondiale et par la Révolution d'Octobre en 1917. S'ouvrit ensuite une période marquée par des bouleversements sociaux et politiques et par une fuite en avant capitaliste qui déboucha sur la crise économique déclenchée en 1929. Ces contradictions furent parmi les principales causes de la montée du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, de la dictature franquiste en Espagne, malgré les résistances sociales et politiques comme le Front populaire en France ou la République espagnole, avant d'être écrasée.

Dans le même temps, le débat intellectuel était nourri de questions dont on trouvera la trace tout au long du siècle. Malgré l'assassinat de Rosa Luxemburg qui fut la grande théoricienne de l'accumulation du capital et de l'impérialisme et malgré l'éradication des principaux intellectuels bolcheviques (notamment Boukharine et Préobrajenski) par Staline, du fond de sa prison mussolinienne, Antonio Gramsci analysait « le vieux monde [qui] se meurt, le nouveau [qui] est lent à apparaître, et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres ». En face, naissait au même moment, une génération de penseurs qui jetèrent les bases d'un renouveau du libéralisme, car celui-ci avait été discrédité par son incapacité à juguler les crises de la première moitié du XX^e siècle. Cette entreprise de renouveau connut deux directions : l'une est juridique et politique avec l'étonnante contribution du juriste allemand Carl Schmitt, l'autre est plus directement économique, avec la figure notoire de Friedrich von Hayek.

Un siècle plus tard, le capitalisme mondial traverse à nouveau aujourd'hui une crise multidimensionnelle, socio-économique et écologique, avec la montée de tensions géopolitiques, des guerres et une concurrence exacerbée entre grandes firmes et entre États. L'accès au pouvoir de régimes autoritaires, illibéraux et même d'extrême droite, signifie peut-être la probable fin d'un cycle, celui qui fut appelé néolibéral dans les années 1980-1990, parce qu'arrivent en plein jour les pensées et les politiques libertariennes. Ce que veut rappeler ce texte est que ces pensées et politiques viennent de loin. Nous verrons successivement la théorisation de l'État autoritaire, la controverse économique de l'entre-deux guerres (plan ou marché), les fondements du néolibéralisme puis du libertarisme.

I- La théorisation de l'État autoritaire

Deux jours avant l'armistice du 11 novembre 1918, soit le 9 novembre, la République allemande fut proclamée dans la ville de Weimar et la constitution dite aussi de Weimar fut promulguée en 1919 en instituant une démocratie parlementaire à la place de la monarchie constitutionnelle. La République de Weimar exista de 1918 jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933 (voir l'annexe 1 : Chronologie allemande 1918-1939). C'est pendant cette période traversée de crises politiques et d'une grave crise monétaire en Allemagne que le juriste Carl Schmitt (1888-1985) se fit connaître par ses théories de l'État et de la constitution. Ses thèses firent écho aux premières formulations économiques de l'ordo libéralisme (que nous verrons plus loin). Elles furent contestées par un autre juriste allemand, Hermann Heller (1891-1933), sur le fond, et pas seulement parce que l'un adhéra au parti nazi et l'autre au parti social-démocrate.

En juillet 1932, sous la présidence de Paul von Hindenburg, le gouvernement central allemand dirigé par le chancelier Franz von Papen prend le contrôle de l'État libre de Prusse en dissolvant le parlement de celui-ci, en vertu de l'article 48 de la constitution de Weimar, au prétexte qu'il n'y avait pas de majorité parlementaire. Cette destitution est connue sous le nom du « coup de Prusse ».

Au mois de novembre suivant, Carl Schmitt prononça une allocution devant un parterre de patrons allemands réunis pour l'assemblée générale de l'« Union pour la défense des intérêts économiques communs en Rhénanie et Westphalie »¹.

Schmitt considère que l'extension de l'intervention économique de l'État et la mise en place progressive d'un État social fait de prestations sociales croissantes sous la pression des luttes ouvrières conduisent inexorablement à un « État total qui s'empare de toutes les affaires humaines »². La cause de cette transformation structurelle qu'il rejette est la démocratie. Selon lui, l'État libéral du XIX^e siècle a failli, il convient donc de remettre en cause la démocratie : « Il faut en finir avec elle, renoncer une bonne fois pour toutes au concept de souveraineté populaire hérité de Rousseau et de la Révolution française, assumer la rupture et prendre parti pour un État autoritaire, post-démocratique »³. Mais Schmitt soulève un paradoxe : l'État total, omniprésent, n'est qu'apparemment fort, il est en réalité faible parce que pluraliste. Il faut donc renverser la totalisation de la société par une « monopolisation autoritaire de la politique », antidote de la démocratie.

L'objectif est affirmé sans détours auprès des capitalistes : pour avoir une économie saine il faut un État véritablement fort :

« Ce que dit Schmitt aux patrons allemands, c'est au fond ceci : vous voulez "libérer" l'économie, vous voulez en finir avec l'interventionnisme de l'État social, avec une dépense publique excessive, avec les charges fiscales qui s'ensuivent, avec ce droit du travail qui vous entrave, etc. C'est entendu. Mais il faut bien vous rendre compte que, pour obtenir cela, c'est-à-dire un certain retrait de l'État hors de l'économie, il va vous falloir tout autre chose qu'un État minimal et neutre. Le paradoxe, c'est que pour avoir moins d'État, il va vous falloir en quelque sorte plus d'État. Si en effet l'expansion de l'État-providence tient à sa trop forte perméabilité aux pressions subalternes, alors seul un État fort serait en mesure de faire refluer ces intrusions perturbatrices et de se "désengager des choses non étatiques". Tel est l'axiome fondamental : la dépolitisation est un acte intensément politique. »⁴

Herman Heller voyait bien que derrière le discours de Schmitt se profilait une stratégie de libéralisme autoritaire : « procéder à une "désétatisation de l'économie" et à un "retrait de l'État hors de la politique sociale" par le biais d'une "étatisation dictatoriale" du champ politique »⁵. Avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le chancelier Papen accorda des « bons fiscaux » aux entreprises et autorisa des réductions de salaires pour les nouveaux embauchés.

Dans son article de 1943, l'économiste polonais Michal Kalecki expliquait que : « Les raisons de l'opposition des "capitaines d'industrie" au plein emploi atteint par la dépense gouvernementale peuvent être subdivisées en trois catégories : (i) l'aversion contre l'immixtion gouvernementale dans le problème de l'emploi en tant que tel ; (ii) l'aversion contre la direction de la dépense gouvernementale (investissement public et subvention à la consommation) ; (iii) l'aversion des changements politiques et sociaux résultant du maintien du plein emploi. [...] L'une des plus importantes fonctions du fascisme, ainsi

¹ On peut trouver son texte dans un ouvrage qui vient d'être réédité sous la direction de Grégoire Chamayou, *Carl Schmitt. Hermann Heller. Du libéralisme autoritaire*. Traduction de l'allemand, présentation et notes de Grégoire Chamayou, La Découverte poche, 2025.

² Cité par G. Chamayou, « Présentation : 1932, naissance du libéralisme autoritaire », dans *Carl Schmitt. Hermann Heller, op. cit.* p. 9.

³ G. Chamayou, *op. cit.* p. 17.

⁴ G. Chamayou, *op. cit.* p. 20.

⁵ Hermann Heller, *Libéralisme autoritaire*, 1932, cité par G. Chamayou, *Carl Schmitt. Hermann Heller, op. cit.*, p. 30.

caractérisé par le système nazi, était de supprimer les objections capitalistes au plein emploi ».⁶

On ne pourrait mieux définir une politique de classe.

À peu près au même moment, l'économiste anthropologue hongrois Karl Polanyi faisait un constat analogue :

« L'idéal du déflationniste en vint à être une "économie libre sous un gouvernement fort" ; mais alors que cette expression voulait bien dire ce qu'elle disait pour le gouvernement, à savoir l'état d'urgence et la suspension des libertés publiques, "économie libre" voulait dire pratiquement le contraire, à savoir des prix et des salaires rajustés par le gouvernement (bien que le rajustement fût fait exprès pour rétablir la liberté des changes et des marchés intérieurs). La primauté des changes impliquait un sacrifice qui n'était rien de moins que celui de marchés libres et de gouvernements libres – les deux piliers du capitalisme libéral. »⁷.

Mais les thèses de Schmitt furent très bien accueillies par plusieurs de ses collègues dont on retrouvera certains parmi les premiers penseurs de l'ordolibéralisme : Alexander Rüstow du côté des juristes, ou Wilhelm Röpke et Walter Eucken du côté des économistes.

Ainsi, « au début des années 1930, Schmitt est passé du statut de théoricien de la dictature à celui de promoteur actif et de conseiller technique de celle-ci. Avec sa notion d'"état d'exception économique-financier", il a opéré un coup de force conceptuel qui a autorisé, en pratique, une forme de coup d'État économique permanent. Et, de fait, durant les deux années qui le séparaient encore du nazisme, c'est ainsi que fut gouvernée l'Allemagne. »⁸

Et Heller tire la conclusion de la pratique gouvernementale de Papen : « Par la bouche de son apologiste [Walter] Schotte, le gouvernement autoritaire de Monsieur von Papen nous a appris que l'assurance maladie nuit à la santé publique et que le chômage n'est pas une fatalité pour le travailleur – "comme le prouve la profusion du travail au noir". En conséquence de quoi l'assurance chômage est réputée être un non-sens : "L'individu doit avant tout s'aider lui-même". Selon Monsieur von Papen, l'État "autoritaire" est, bien entendu, social, mais Papen définit comme étant social un État "qui défend le travail en tant qu'il est un devoir, le travail en tant qu'il est le bonheur spirituel de son peuple". »⁹

Nous qui connaissons aujourd'hui les admonestations sur le travail dans la bouche des « réformateurs » du travail, nous pouvons constater que rien de nouveau ne brille sous le soleil. Et Grégoire Chamayou en conclut :

« Le projet néolibéral n'est pas apparu sur les ruines fumantes de la Seconde guerre mondiale mais, comme on l'a vu, sous la république de Weimar, et ceci en opposition à elle, contre sa démocratie parlementaire, ses syndicats et son État social. »¹⁰

II- Avant le néolibéralisme, un débat théorique entre plan et marché qui tourne à l'avantage du second ?

Le paradoxe est que, en pleine période où le capitalisme affrontait une des pires crises de son existence, naquit un débat théorique de premier plan où s'affrontèrent les tenants du

⁶ Michal Kalecki, « Political Aspects of Full Employment », *Quarterly Journal*, 1943, <https://delong.tyepad.com/kalecki43.pdf> ; trad. fr : <http://frappermonnaie.wordpress.com/2012/04/07/aspects-politiques-du-plein-emploi-par-michal-kalecki>.

⁷ Karl Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Gallimard, 1983, p. 301.

⁸ G. Chamayou, *op. cit.* p. 72-73.

⁹ H. Heller, *Libéralisme autoritaire*, *op. cit.*, p. 174.

¹⁰ G. Chamayou, *op. cit.* p. 98.

socialisme et ceux du marché capitaliste. Ce fut après la Révolution d'Octobre et la mise en œuvre d'une planification en URSS et au moment où l'Europe capitaliste était sous la menace de révolutions sociales, tandis que se profilait la crise des années 1930. Les prémices de ce débat avaient été posées par deux précurseurs. D'abord, Enrico Barone (1859-1924) ébaucha en 1908 un modèle d'économie socialiste de marché dans lequel, sans monnaie et avec propriété collective des moyens de production, le Ministère fixait par itérations successives des prix susceptibles d'égaliser offre et demande, par analogie avec le « commissaire-priseur » de Walras¹¹. Ainsi, les conditions de la concurrence étaient réunies pour obtenir un optimum de Pareto¹². Mais Barone voyait lui-même que la réunion des informations était difficile, sinon impossible.

Ensuite, Fred Manville Taylor (1855-1932) affina en 1929 le projet de Barone sur la procédure de tâtonnement entre les ajustements des consommateurs et les décisions centrales. Il obligea les critiques du socialisme à déplacer leur argumentation vers la possibilité de réunir les informations.

À partir de ces prémices, la discussion prit de l'ampleur avec, d'un côté, Abba Lerner (1903-1982) et surtout Oscar Lange (1904-1965), et, de l'autre, Ludwig von Mises (1881-1973) et Friedrich von Hayek (1899-1992), membres de l'école dite autrichienne. En 1938, Lange reprit les idées de Barone et Taylor sur le « tâtonnement walrasien » afin que, pour une entreprise, sa combinaison productive soit telle que le rapport des productivités marginales soit égal au rapport des prix des intrants, et que le prix du produit soit égal à son coût marginal (règle de Lange-Lerner). Donc il s'agissait d'une démarche analogue à un système de marché concurrentiel où l'optimum est atteint. On n'avait donc plus des millions d'équations à résoudre centralement, le planificateur n'avait plus qu'à édicter des règles et surveiller que l'offre et la demande s'égalisaient. Pour Lange, c'était un socialisme de marché pour les biens de consommation. Mais les préférences des consommateurs sont manipulées, objectèrent les marxistes orthodoxes de l'époque.

Aussitôt, la critique fusa. Mises affirma que, sans marché du capital, il ne pouvait y avoir de prix qui reflétât sa rareté relative. Donc on ne pouvait calculer les coûts de production. Et, sans recherche du profit personnel, pas de recherche de combinaison productive optimale et de réduction des coûts. Hayek enfonça le clou : seul le marché pouvait révéler et donc traiter les informations décentralisées. Le marché permet aux acteurs décentralisés d'exprimer leurs préférences individuelles et donc leurs choix. Seuls, ils peuvent utiliser au mieux les informations locales et connaître les coûts auxquels ils sont confrontés. Les acteurs économiques n'ont aucun intérêt à révéler leurs informations gratuitement, qui de toute façon restent à l'état tacite. De plus, le contrôle du respect de la règle de Lange-Lerner supposerait une bureaucratie énorme. Enfin, la production de biens de consommation suppose des biens de production dont la production elle-même connaît les mêmes contraintes.

Au vu des difficultés que rencontrèrent les expériences de planification en Union soviétique et dans les pays sous son influence, les arguments de l'école autrichienne remportèrent certainement la victoire. Mises ironisait en 1949 : les intellectuels socialistes ne prétendent plus que le socialisme est supérieur au capitalisme parce qu'il supprime les marchés, les prix de marché et la concurrence. Au contraire, ils justifient maintenant le socialisme en montrant qu'il est possible de préserver ces institutions sous le socialisme¹³. En somme, la critique de Mises et de Hayek était une réfutation de la possibilité de pratiquer un calcul économique sans marché.

¹¹ Léon Walras (1834-1910) élaborait le « modèle d'équilibre général », base de la théorie néoclassique.

¹² Vilfredo Pareto (1848-1923) : l'optimum qui porte son nom est atteint lorsqu'on ne peut plus améliorer la situation d'un individu sans détériorer celle d'un autre.

¹³ Ludwig von Mises, *L'action humaine, Traité d'économie*, 1949, PUF, 1985.

Cependant, il y avait un paradoxe dans la critique de Mises et de Hayek. En même temps qu'elle réfutait l'idée d'un planificateur central réunissant toute l'information, elle réfutait aussi l'idée du commissaire-priseur walrasien permettant d'atteindre l'équilibre général. Autrement dit, Hayek mettait à bas le modèle néoclassique de la concurrence car celui-ci suppose ce qui le rend impossible : un décideur central. Il faut bien reconnaître que c'est un coup de génie parfait qui mettra sur les rails la future tentative d'abolition de l'État interventionniste¹⁴.

III- L'envol de la théorie néolibérale

1) Cette histoire a été maintes fois racontée. Nous n'en donnons ici que les principales étapes.¹⁵

Le colloque organisé par le journaliste Walter Lippmann du 26 au 30 août 1938 à Paris réunit vingt-six économistes et intellectuels libéraux qui soutenaient que le libéralisme traditionnel était incapable de résoudre les problèmes comme ceux nés de la crise. L'idée émergea de promouvoir un néolibéralisme, sans toutefois retenir encore ce terme. Les plus connus des participants étaient : Raymond Aron, Friedrich von Hayek, Walter Lippmann, Robert Marjolin, Ludwig von Mises, Wilhelm Röpke, Jacques Rueff.

Parmi les thèmes discutés figuraient :

- La contradiction du libéralisme entre concurrence et concentration des capitaux. Pour Mises, cette concentration résulte des interventions néfastes de l'État et non pas du laissez-faire.
- Le libéralisme peut-il résoudre les problèmes sociaux ? Pour Rueff, ceux-ci résultent de l'abandon des règles de l'orthodoxie monétaire (conférence de Gênes en 1922 : étalon de change-or à la place de l'étalon-or). Lippmann soutient que la collectivité doit les prendre en charge.
- Les limites de l'utilitarisme : l'intérêt individuel et l'intérêt général ne coïncident pas nécessairement.

Du 1^{er} au 10 avril 1947, se tint une conférence organisée par Hayek dans le village suisse de Mont Pèlerin. Parmi les participants, on trouvait : Maurice Allais, Walter Eucken, Milton Friedman, Bertrand de Jouvenel, Frank Knight, Friedrich von Hayek, Ludwig von Mises, Karl Popper, Lionel Robbins, George Stigler et une historienne britannique Cicely Wedgwood.

Trois courants se dégagent pendant cette conférence :

¹⁴ Pour une présentation plus détaillée de cette discussion théorique, voir Thomas Coutrot, « Socialisme, marchés, autogestion : un état du débat », *Les Possibles*, n° 23, printemps 2020, <https://france-atac.org/nos-publications/les-possibles/numero-23-printemps-2020/dossier-la-planification-pour-la-transition-sociale-et-ecologique/article/socialisme-marches-autogestion-un-etat-du-debat>. Michel Husson, « Socialisme et marché sont-ils incompatibles ? », <http://hussonet.free.fr/socmar2.pdf>. Bernard Chavance, « Le conflit historique du socialisme et du capitalisme et la transformation post-socialiste », Dixième session de la CNUCED, 1999, https://unctad.org/system/files/official-document/ux_tdxrt1d3.fr.pdf.

¹⁵ Parmi les références : Michel Foucault, *Naissance de la Biopolitique*, Cours au Collège de France, 1978-1979, Seuil, 2004 ; extrait dans « Michel Foucault et la question du libéralisme », *Le Monde*, 7 mai 1999, https://www.lemonde.fr/archives/article/1999/05/07/michel-foucault-et-la-question-du-liberalisme_3551381_1819218.html. René Passet, *L'illusion néolibérale*, Fayard, 2000. Serge Audier, *Le colloque Lippmann, Aux origines du néolibéralisme*, Le Bord de l'eau, 2008 ; *Néolibéralismes, Une archéologie intellectuelle*, Grasset, 2012. Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, La Découverte, 2009. Michel Cabannes, *La trajectoire néolibérale, Histoire d'un dérèglement sans fin*, Le Bord de l'eau, 2013.

- l'école autrichienne (Mises, Hayek), issue des travaux pionniers de Carl Menger et Eugen von Böhm-Bawerk qui pensent l'économie comme résultant des décisions individuelles ; des décisions dont il résultera la sélection naturelle (« l'ordre spontané du marché ») – qu'on pourrait dire darwinienne – des plus performants ;
- l'école économique de Chicago (Friedman, Stigler, Becker), connue surtout pour ses positions monétaristes anti-keynésiennes (la monnaie est neutre à court et moyen terme) ; à l'encontre de l'école autrichienne, celle-ci a une pure vision utilitariste guidée par le calcul rationnel de l'intérêt ; plus tard, plus ou moins inspirés par l'école de Chicago, naîtront le courant du *Public choice*¹⁶ pour lequel les choix politiques reflétant l'intérêt de ceux qui les font, il convient d'encadrer les dépenses publiques, et la nouvelle école classique condamnant les politiques actives contraires aux anticipations rationnelles des agents (Robert Lucas¹⁷) ;
- l'ordolibéralisme allemand (Röpke, Eucken) pour lequel l'action de l'État doit se limiter à organiser un cadre normatif garantissant ce qu'on appellera plus tard « la concurrence libre et non faussée ».

Lors de la rencontre au Mont Pèlerin, ces courants n'étaient pas d'accord sur tout mais, ce qui les unissait, c'était sur le plan économique théorique l'opposition au keynésianisme né dans les années 1930, pour surmonter la crise de 1929, et sur le plan politique l'opposition au fascisme et au communisme.

2) L'influence de Hayek¹⁸

C'est le penseur libéral considéré comme le plus important du XX^e siècle, mais c'est un libéral hétérodoxe par rapport aux libéraux traditionnels. Conformément aux critiques qu'il avait apportées à Oscar Lange, il pense que l'ordre de marché est un ordre spontané et il s'oppose à toute forme de rationalisme qui impulserait des institutions. À ses yeux, seuls David Hume et Adam Smith seraient de vrais libéraux. Or ceux-ci jugeaient les institutions selon leurs effets désirables ou non. Et Smith pensait, malgré la « main invisible » du marché, l'action de l'État indispensable. Sur le plan épistémologique, Hayek souhaite des théories réfutables (voir plus loin Popper) tout en niant cette possibilité compte tenu de la complexité des phénomènes. Selon lui, les sciences sociales ne peuvent établir de lois ni cerner des causes.

Un thème clé chez Hayek est la négation des institutions. L'ordre « construit » dans des institutions est incompatible avec l'ordre spontané qui s'engendre de lui-même et qui résulte de l'évolution naturelle : ex. : la propriété. Or, il estime que ce qui différencie l'ordre spontané et l'ordre construit, ce sont les règles qui s'y établissent. Mais la contradiction est qu'il veut ériger une « utopie libérale » à partir d'une évolution spontanée. La constitution qu'il propose est évidemment construite.

« Bien que les règles de juste conduite, de même que l'ordre d'actions qu'elles rendent possibles, soient en un premier stade le produit d'une croissance spontanée, leur perfectionnement graduel demandera les efforts délibérés des juges. » (Hayek, 1973, p. 120)

¹⁶ James Buchanan and Gordon Tullock, *The Calculus of Consent : Logical Foundations of Constitutional Democracy*, Indianapolis, IN: Liberty Fund, Inc., 1958 ; Preface : https://www.econlib.org/library/Buchanan/buchCv3.html?chapter_num=1#book-reader.

¹⁷ Robert E. Lucas, « Econometric Policy Evaluation : A Critique », Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, Vol. 1, 1976, p. 19-46, <https://people.bu.edu/rking/REmodels/lucasr.pdf>.

¹⁸ Friedrich von Hayek, *La route de la servitude*, Routledge, 1944, en fr. 1985 ; *Droit, législation et liberté*, 1973, 3 vol., PUF, Quadrige, 1995. Pour un commentaire critique de son œuvre, voir Gilles Dostaler, « Hayek et sa reconstruction du libéralisme », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 32, 1999, urlr.me/pFkRDN ; *Le libéralisme de Hayek*, La Découverte, Repères, 2001. Philippe Légé, « Hayek, penseur génial ou incohérent ? », *L'Économie politique*, n° 36, 2007/4, <https://shs.cairn.info/revue-l-economie-politique-2007-4-page-46>.

Le respect des traditions peut être imposé par la force, dit-il en commentant la dictature de Pinochet au Chili :

« Je préfère sacrifier la démocratie temporairement – je le répète, temporairement – que la liberté (...). Une dictature qui s'impose elle-même des limites peut mener une politique plus libérale qu'une assemblée démocratique sans limites. » (*El Mercurio*, 19 avril 1981).

Sur le plan économique, le marché permet seul d'utiliser toutes les informations pour l'avantage de tous, ce que nous avons vu plus haut. Il est désirable car il maximise la liberté, condition et source de toutes les valeurs morales. Et la liberté exige la concurrence la plus totale, le bannissement de toute intervention collective, notamment en matière monétaire en prônant la suppression des banques centrales pour laisser les banques privées seules coordonnatrices des préférences individuelles des ménages et des entreprises. Mais il s'écarte de la monnaie neutre à court terme et moyen terme de Milton Friedman, car trop de crédit crée une surchauffe.

Les hommes coordonnent leurs actions grâce à deux ordres : le spontané et l'organisation construite. Hayek appelle *nomos* les règles spontanées et *thesis* la règle de droit public. Il fait un parallèle avec la biologie : l'évolution a sélectionné les règles les plus efficaces. Mais, comme certaines règles émergentes ne sont pas bonnes, il faut les corriger, d'où la contradiction. Cette dernière n'arrête pas Hayek qui pense que la justice sociale n'a aucun sens si la liberté individuelle est garantie¹⁹.

3) L'originalité de Karl Popper (1902-1994)

Popper est un épistémologue connu pour son critère de scientificité : falsifiabilité ou réfutabilité par l'expérimentation. Mais ce critère est incapable de trouver la théorie la meilleure : la théorie de l'héliocentrisme de Copernic était réfutée par les observations de l'époque de celui-ci.

Popper a trois bêtes noires : Platon, Hegel et Marx²⁰.

Platon parce que sa société idéale est totalitaire : dirigée par une élite, elle sacrifie l'individu à la collectivité et privilégie la stabilité en interdisant toute évolution.

Platon, Hegel et Marx pour leur historicisme, c'est-à-dire l'idée que l'histoire serait gouvernée par des lois déterministes.²¹

Beaucoup de critiques ont été apportées à Popper : notamment sa méconnaissance des textes, la confusion sur la dialectique de Hegel (« Hegel croit à l'unité ou l'identité des contraires », tome 2, p. 35), la confusion entre expérience et observation, et sans doute une réticence vis-à-vis des sciences sociales.

Popper a un rapport ambivalent avec Marx. Il critique les « lois de l'histoire » mais il reconnaît à Marx l'analyse des faits qui doit être sociologique car ils répondent à une « logique de la situation » (tome 2, p. 94). Il lui reconnaît aussi une « analyse ingénieuse et originale » : « l'histoire se déroule dans le cadre d'un système social qui nous lie tous "sous le règne de la contrainte" » (tome 2, p. 97).

Popper récuse l'historicisme et, dans sa critique de Platon, il croit pouvoir noter « l'affinité de l'historicisme platonicien avec le matérialisme historique » (tome 1, p. 101). Mais il approuverait l'économisme s'il n'était pas absolu. Or, Marx a souligné que les « idées deviennent forces matérielles quand elles s'emparent des masses » (*Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1844).

¹⁹ Voir Jean-Marie Harribey, *En quête de valeur(s)*, Éd du Croquant, 2024.

²⁰ Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, 1945, tome 1 : *L'ascendant de Platon*, tome 2 : *Hegel et Marx*, Seuil, 1979.

²¹ Werner Sombart (1863-1941) est l'auteur le plus connu de l'école historique allemande, qui a souligné le rôle de la rationalisation des marchés dans l'évolution du capitalisme.

« La logique de la situation de classe est admirable » (Popper, tome 2, p. 110). « Même erronées, [les idées de Marx] témoignent d'une compréhension étonnante des conditions de son temps, de son humanisme et de son sens profond de la justice. » (tome 2, p. 113).

Popper accepte la théorie de l'exploitation de Marx mais refuse celle de la valeur dont elle est issue (tome 2, p. 158), au nom de la loi de l'offre et de la demande. Or, celle-ci intervient toujours sur le fond des conditions socio-matérielles de production.

L'originalité du libéralisme de Popper est qu'il théorise une conception de l'*interindividuel* ; donc il veut s'écarter à la fois de l'individualisme et du holisme. Et il écrit ainsi :

« S'il faut en définitive expliquer toutes les règles et coutumes de la vie sociale, les lois et les institutions par "les actes et les passions des hommes", il faut admettre l'idée d'une évolution causale de l'histoire et le fait que cette évolution aurait eu des *premiers stades*, un *début*. D'où la nécessité de considérer la psychologie de l'homme avant ce début. Mais l'idée d'une nature humaine présociale, version psychologiste du contrat social, est un mythe historique et même méthodologique ; d'autant qu'il y a de bonnes raisons de croire que les ancêtres de l'homme étaient déjà sociaux, le langage, par exemple, présupposant la société. » (tome 2, p. 91)²².

Plus loin, il poursuit :

« Quand je dis que nous devons notre raison à la société, j'entends par là que nous la devons à un certain nombre ou même à un nombre considérable d'individus, et à nos échanges avec eux. » (tome 2, p. 207)

D'où une certaine ambivalence, voire une contradiction : une multitude de Robinson Crusoe mais qui sont sociaux. En tout cas, une pensée plus nuancée que celle de Margaret Thatcher qui avait dit : « la société n'existe pas, il n'y a que des individus. »

4) La dérive de Murray Rothbard (1926-1992)

Élève de Mises, c'est un philosophe politique et économiste américain de l'anarcho-capitalisme, fondé sur le droit naturel, celui-ci venant de l'idée de Locke : la propriété de soi.

La nature humaine est enracinée dans la biologie et la race, « naturellement » inégalitaire et inadaptable. La terre est blanche et masculine. Sa thèse est eugéniste. Hostilité aux Noirs et aux féministes.

La crise écologique ne provient que de l'absence de droits de propriété sur les ressources.

Il refuse toute intervention étatique ainsi que la démocratie.

Avec ce philosophe, on entre de plain-pied dans les idées libertariennes.

IV- L'accomplissement du projet libertarien

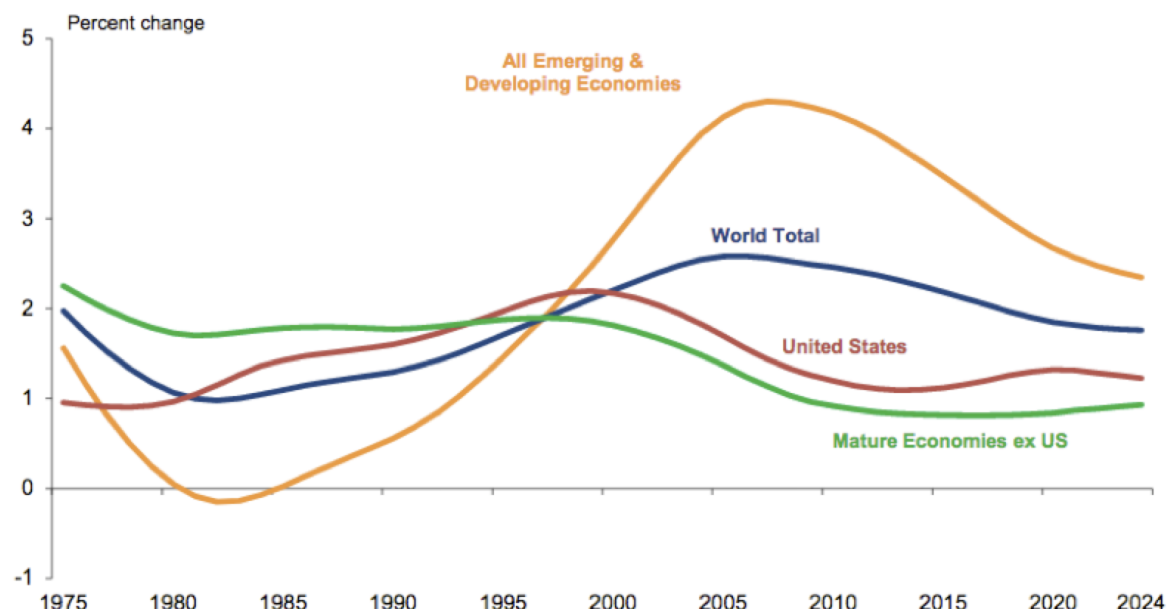
Il est trop tôt pour diagnostiquer la fin du cycle néolibéral et l'ouverture d'un nouveau, carrément libertarien. Néanmoins, il faut noter la conjonction dans le temps d'une crise structurelle du capitalisme mondial qui touche toutes les dimensions de la vie en société, de l'arrivée au pouvoir d'un régime autoritaire bafouant l'État de droit aux États-Unis, sous la houlette de Donald Trump entouré des patrons des géants de la *Big tech*, et de régimes ressemblants dans certains pays d'Europe, donnant corps aux élucubrations illibérales avant-gardistes de Carl Schmitt dans les années 1930.

²² Sur cette question complexe, voir Bernard Lahire qui met au jour ce qu'il appelle des « invariants », à savoir « des lois, des régularités ou des mécanismes généraux, qu'ils concernent les structures du comportement ou les structures sociales. Car il n'y a de science que du général, même quand on travaille sur des cas singuliers, c'est toujours du général à l'état replié que l'on étudie. » *Les structures fondamentales des sociétés humaines*, La Découverte, 2023, p. 26.

1) Le contexte économique de l'avènement du projet libertarien

Ce contexte doit être rappelé car, en dépit d'une révolution technique apportée par la numérisation, la robotisation et maintenant l'intelligence artificielle, le capitalisme mondial ne réussit pas à engendrer un regain de croissance économique susceptible d'ouvrir une nouvelle phase d'accumulation importante du capital. L'indice le plus flagrant de cette difficulté est donné par une croissance très faible, proche de zéro, de la productivité du travail.

CHART 1A: Trend growth of GDP per Person Employed using HP filter, Major Regions, 1975-2024



Source: The Conference Board Total Economy Database™ May 2024.

Notes: Trend growth rates are obtained using HP filter, assuming $\lambda=100$.

Les causes de ce déclin des gains de productivité du travail sont controversées, mais l'hypothèse d'une dégradation de la condition au travail conjuguée à un accès plus difficile aux ressources de matières premières, mérite examen parce que l'évolution de la productivité du travail est toujours *in fine* une cause de l'évolution des taux de profit du capital. (voir l'annexe 2 : « Comment évolue le taux de profit ? »). C'est dans ce contexte de crise que se déroulent de profondes transformations du capitalisme.

2) Les transformations du capitalisme

Nous renvoyons ici aux nombreuses publications qui établissent un lien entre ces transformations et la diffusion des nouvelles techniques dans tous les rouages de la production et de façon générale dans la société²³. Sur fond de révolution numérique, les monopoles de la *Big tech* modifient l'organisation du travail et, au-delà, les rapports sociaux car le capitalisme

²³ Notons entre autres : Cédric Durand, *Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique*, Zones, 2020 ; *Faut-il se passer du numérique pour sauver la planète ?*, Éd. Amsterdam, 2025. Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer, Les principes de la planification écologique*, Zones, 2024. Dominique Plihon, *les capitalismes contemporains*, La Découverte, Repères, 2025. Fondation Copernic, *Que faire de l'IA ? Entre risque et opportunité pour la transformation sociale et écologique*, Éd Le Croquant, 2025. Recension de ces deux derniers livres dans Jean-Marie Harribey, « Le(s) capitalisme(s) sur fond de révolution technique à base d'IA », *Les Possibles*, n° 43, automne 2025, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/capitalisme-ia.pdf>. Jean-Marie Harribey, « Les innovations techniques et la croissance endogène, Note pour les Économistes atterrés, octobre 2025, <https://www.atterres.org/les-innovations-techniques-et-la-croissance-endogene>.

de plateformes invente de nouvelles formes d'exploitation du travail. Dans un capitalisme multipolaire, la concurrence entre grands groupes et les tensions économiques et géopolitiques entre États s'exacerbent. Alors que règne l'incertitude concernant les conséquences de l'intelligence artificielle et sa régulation, une alliance se noue entre la *Big tech* et les pouvoirs politiques illibéraux, voire d'extrême droite, dans le droit fil de certaines prémonitions de Carl Schmitt. Trois traits au moins sont caractéristiques de cette tendance : l'appropriation et la concentration des données accumulées dans les *big data*, la prédominance d'un capitalisme rentier qui prend de l'ampleur avec cette appropriation²⁴, l'émergence d'un capitalisme de surveillance.

3) Les enjeux de l'intelligence artificielle dans le libertarisme

Il existe des liens très forts entre l'idéologie des patrons de la Silicon Valley et des œuvres de science-fiction qui préfiguraient beaucoup des tendances émergentes aujourd'hui²⁵. Ainsi des auteurs comme Douglas Adams (*Hitchhiker's Guide to the Galaxy*), Stan Lee (*Iron Man*), Robert Heinlein (coloniser l'espace), Isaac Asimov (*Fondation* : robotisation de l'humanité), Tolkien (*Le seigneur des anneaux*), Anny Rand (*La Grève*) sont des références marquantes à ? l'idéologie des dirigeants de la *Big tech*.

« La croyance en la possibilité d'une intelligence mécanique, égale et même supérieure à l'intelligence humaine a aussi servi de support à une idéologie plus vaste baptisée TESCRA, acronyme signifiant *Transhumanism, Extropianism, Singularitarianism, Cosmism, Rationalism, Effective Altruism, Longtermism*. Il s'agit d'un conglomerat de croyances distinctes mais connectées, portées par une série d'intellectuels, d'entrepreneurs et de chercheurs liés à l'intelligence artificielle, la conquête spatiale et plus globalement aux innovations technologiques en cours, notamment sur le plan génétique. [...] Il en existe une version grand public, celle d'un discours visant à rendre le monde meilleur grâce à l'arrivée des nouvelles technologies et notamment de l'IA. Mais une nouvelle version moins souriante se décline dans nombre de publications, en particulier aux États-Unis. Il s'agit alors, face aux menaces en tout genre, de protéger les élites en promouvant des projets tels que la cryogénisation, la colonisation de l'espace, l'augmentation des facultés humaines ou visant à sélectionner les êtres humains en fonction de leurs prétendues capacités. »²⁶

Parmi les possibilités offertes par la révolution numérique, il y a celle de la blockchain qui permet depuis quelques années un essor considérable des cryptoactifs, ouvrant la voie à la création de monnaies privées, sans aucune régulation politique, ce dont avait rêvé Hayek et que Trump veut réaliser, obligeant les banques centrales à envisager le plus rapidement possible la création de monnaies numériques de banque centrale²⁷. D'un côté, la prolifération de

²⁴ La captation de valeur sous forme de rentes est bien antérieure à l'avènement du capitalisme de plateformes. C'était l'une des tendances repérées dès le début de la phase néolibérale dans les années 1980. Voir Jean-Marie Harribey, « La financiarisation du capitalisme et la captation de la valeur », dans Jean Claude Delaunay (directeur), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 67-111, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/valeur-captée.pdf> ; « L'entreprises sans usines ou la captation de valeur », *Le Monde*, 3 juillet 2001, https://www.lemonde.fr/archives/article/2001/07/02/l-entreprise-sans-usines-ou-la-captation-de-la-valeur-par-jean-marie-harribey_203903_1819218.html ; « Le régime d'accumulation financière est insoutenable socialement et écologiquement », dans Jean-Marie Harribey et Michaël Löwy (directeurs), *Capital contre nature*, PUF, *Actuel Marx*, 2003, p.109-121, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/insoutenabilite.pdf>.

²⁵ On peut consulter la série « Musk Fictions » dans *Le Monde* du 5 au 10 août 2025, <https://www.lemonde.fr/musk-fictions>.

²⁶ Hugo Pompougnac, dans Fondation Copernic, *Que faire de l'IA?, op. cit.*, p. 37-38.

²⁷ Voir Les Économistes atterrés, *La monnaie, Un enjeu politique*, Seuil, 2^e édition, 2025. Et aussi le dossier « Basculement monétaire, économique et financier », *Les Possibles*, n° 43, automne 2025, notamment les

monnaies privées risquerait de mettre à mal le caractère social de la monnaie, c'est-à-dire sa capacité d'intégration des individus à une communauté politique autour de l'instrument de paiement²⁸. L'illusion individualiste serait totale en croyant que la multiplication d'instruments de paiement privés permettrait de s'approprier le pouvoir que confère la création monétaire. Toutefois, l'extension des stablecoins reflète le besoin d'une stabilité que ne confèrent pas les cryptoactifs du type bitcoin²⁹. De ce fait, les banques centrales sont au pied du mur, notamment la Banque centrale européenne : après plusieurs décennies d'accompagnement des politiques néolibérales, elles ne peuvent se laisser déposséder totalement de leur rôle de gardiennes en dernière instance de la stabilité monétaire et financière. La monnaie est un bien commun et sa confrontation avec l'irruption de l'intelligence artificielle n'est pas fortuite. En effet, l'IA est à l'heure actuelle le substrat d'un renforcement de la concentration des pouvoirs correspondant à celle de la propriété des ressources de toutes sortes : le dilemme est bien propriété privée généralisée *versus* pérennité d'un espace du bien commun. Dans le premier cas, le monde passerait d'un modèle néolibéral, déjà très contestable à cause de ses multiples dérégulations, à un modèle libertarien où la notion de règles n'aurait plus aucun sens. Nous n'aurions plus le choix qu'entre *Le meilleur des mondes* d'Aldous Huxley (1932) et *1984* de George Orwell (1949).

En conclusion de ce rapide tour d'horizon, il est important de souligner que le corpus théorique néolibéral avec sa pointe extrême du libertarisme possède une force qui tient pour une bonne part à ce qu'il tente une approche intégrant ensemble le droit, l'économie, la sociologie et la politique. Mais il est traversé de courants au sein desquels rapprochements et contradictions s'entremêlent. Au point qu'on peut lire, pour terminer, le jugement de l'un des penseurs parmi les plus influents au sein des libéraux, Karl Popper :

« Il nous faut donc admettre que des facteurs moraux et idéologiques, échappant au domaine de la prédiction scientifique, agissent sur le cours de l'histoire. Parmi ces facteurs imprévisibles, il y a l'effet même de l'interventionnisme sur l'économie. On peut planifier la création ou la transformation d'institutions diverses, mais cela ne rend pas l'histoire plus prévisible. On ne peut planifier la société tout entière, ni savoir dans quelle mesure les plans établis seront réalisés. Ils le seront rarement sans modifications notables ; en partie parce que notre expérience grandit au cours de leur mise en œuvre, en partie parce que nous sommes toujours contraints à certains compromis. L'histoire, comme l'affirmait Marx, ne peut être planifiée, et le seul moyen d'édifier un monde meilleur consiste à établir pas à pas des institutions capables d'assurer notre liberté ; et, en premier lieu, de nous libérer de l'exploitation. » (tome 2, p. 131).

Et il ajoute en note :

« F. A. Hayek (*Freedom and the Economic System*, 1939) soutient qu'une planification économique centralisée comporte de graves dangers pour la liberté individuelle, mais de même que K. Mannheim (*Man and Society in an Age of Reconstruction*, 1941), il souligne aussi la nécessité d'une planification pour la protection de la liberté : la planification ainsi entendue étant incontestablement collective et holiste, je reste convaincu qu'elle ne peut conduire qu'à la tyrannie. » (tome 2, p. 313, note 11).

articles de Ludovic Desmedt, de François Morin et de Robert Guttman, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-43-automne-2025>.

²⁸ C'était l'idée développée par Michel Aglietta, voir notamment, *La monnaie entre dettes et souveraineté*, Odile Jacob, 2016.

²⁹ Voir Clément Crucifix et Jean-François Ponsot, « Entre dollarisation et cryptoisation : le défi de la souveraineté monétaire dans les Suds », AOC, 30 octobre 2025, <https://aoc.media/analyse/2025/10/29/entre-dollarisation-et-cryptoisation-le-defi-de-la-souverainete-monetaire-dans-les-suds>.

On peut voir là l'illustration de la contradiction théorique majeure du néolibéralisme : magnifier l'individualisme jusqu'à faire de l'individu un être asocial est intenable sur le plan historique, logique et épistémologique. Les plus conséquents des penseurs du néolibéralisme en étaient sans doute conscients, mais l'idéologie représentant des intérêts de classe l'a emporté, du moins pour l'instant...

Annexe 1

Chronologie allemande 1918-1939

28 octobre 1918 : amendement à la Constitution de 1871 pour faire du Reich une démocratie parlementaire

29 octobre 1918 : insurrection populaire, conseils ouvriers

9 novembre 1918 : abdication de l'empereur Guillaume II ; proclamation de la République de Weimar, dirigée par le chancelier Friedrich Ebert, social-démocrate ; opposition des spartakistes qui veulent une république socialiste (dirigeants : Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht) ; de 1918 à 1933, la plupart des chanceliers sont issus du SPD ou du DZP (parti du centre allemand)

11 novembre 1918 : armistice

29 novembre 1918 : alliance d'Ebert avec le commandement de l'armée de terre pour réprimer une révolte à Berlin ; la gauche se sépare entre le SPD et le KPD (parti communiste allemand issu de la Ligue spartakiste)

15 janvier 1919 : assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht ; écrasement du mouvement spartakiste

19 janvier 1919 : élections à l'Assemblée nationale, le SPD obtient 45 % des suffrages et Ebert devient président de la République ; il introduit des réformes sociales

28 juin 1919 : traité de Versailles qui impose de lourdes réparations des dommages de guerre, très critiquées par Keynes (*Les conséquences économiques de la paix*, 1919)

31 juillet 1919 : adoption de la Constitution de Weimar

1919-1920 : création du parti nazi dont Hitler devient vite le principal orateur pour galvaniser les foules (en suivant les conceptions de Gustave Le Bon) ; le programme dénonce les juifs considérés comme non allemands

Octobre 1923 : pour faire face à l'hyper-inflation, Hjalmar Schacht crée le *Rentenmark*, devient président de la Reichsbank (1924-1930 et 1933-1939), puis crée le *Reichsmark* (1924) et sera ministre de l'économie d'Hitler (1934-1937)

8 novembre 1923 : échec d'Hitler pour renverser le gouvernement de Bavière

1925 : élection de Paul von Hindenburg (ancien général en chef de l'armée en 1916) à la présidence du Reich, réélu en 1932

7 juin 1929 : adoption à Paris du plan Young faisant suite au plan Dawes de 1924 pour rééchelonner le paiement des dommages de guerre

30 mars 1930 au 30 mai 1935 : chancelier Heinrich Brüning

5 décembre 1930 : conférence de Carl Schmitt au Conseil économique du Reich à Berlin sur l'État total

1^{er} juin 1932 au 17 novembre 1932 : chancelier Franz von Papen

Juillet 1932 : « coup de Prusse » : dissolution du parlement de Prusse

23 novembre 1932 : discours de Carl Schmitt à Düsseldorf devant l'assemblée générale de l'« Union pour la défense des intérêts économiques communs en Rhénanie et Westphalie » : « État fort et économie saine »

4 décembre 1932 au 28 janvier 1933 : chancelier Kurt von Schleicher

20 janvier 1933 : Hitler est nommé chancelier par le président Hindenburg, met fin à la République de Weimar, et instaure le Troisième Reich

Mars 1933 : Hermann Heller répond à Carl Schmitt sur *Le libéralisme autoritaire*

Avril 1933 : premières lois anti-juives

1^{er} mai 1933 ; Carl Schmitt adhère au parti nazi et devient juriste du Troisième Reich

29 au 30 juin 1934 : « La nuit des longs couteaux » : Hitler ordonne une purge au sein de son parti, assassinat des cadres des SA par les SS

Mars 1938 : l'Allemagne envahit l'Autriche (Anschluss)

6 au 16 juillet 1938 : conférence d'Évian à l'initiative de Franklin D. Roosevelt pour aider les juifs européens à fuir le nazisme

29 et 30 septembre 1938 : accords de Munich entre l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne (Chamberlain) et la France (Daladier) qui valident l'annexion de la région des Sudètes en Tchécoslovaquie peuplée de germanophones en échange de la promesse d'Hitler de cesser ses annexions

9 au 10 novembre 1938 : « La nuit de cristal » organisée par Goebbels contre les juifs

23 août 1939 : pacte germano-soviétique

1^{er} septembre 1939 : l'Allemagne envahit la Pologne, ce qui déclenche la Seconde Guerre mondiale.

Annexe 2

Comment évolue le taux de profit ?³⁰

On peut décomposer la variation du taux de profit en une variable de répartition et une variable d'efficacité du capital investi en moyens de production :

$$r = (\underline{p}_l - \underline{p}) + (\underline{Q} - \underline{K}) .$$

où r est la variation du taux de profit,

$\underline{p}_l$ est le taux de variation de la plus-value moyenne par travailleur,

$\underline{p}$ est le taux de variation de la productivité moyenne du travail,

$\underline{Q}$ est le taux de variation de la production,

$\underline{K}$ est le taux de variation du capital fixe et circulant.

La première parenthèse composant la variation du taux de profit est une variable de répartition, la seconde est une variable technico-matérielle. Examinons chacune de ces deux composantes.

1) Pour une efficacité du capital constante, le taux de variation du taux de profit sera positif (i.e. le taux de profit augmentera) si le taux de variation de la plus-value moyenne par travailleur est supérieur au taux de variation de la productivité moyenne du travail : $\underline{p}_l > \underline{p}$, ce qui revient à dire que le salaire augmente moins vite que la productivité du travail.

Si, dans le même temps, l'efficacité du capital variait, la condition de l'augmentation du taux de profit deviendrait : $\underline{p}_l > \underline{p} - (\underline{Q} - \underline{K})$, c'est-à-dire que le taux de variation de la plus-value moyenne par travailleur devrait être supérieur à la différence entre le taux de variation de la productivité moyenne du travail et celui de l'efficacité du capital.

2) Le taux de variation de l'efficacité du capital met en rapport la variation de la production et celle du stock de capital. Ce dernier comprend le capital fixe engagé mais aussi le capital circulant (la somme des deux formant le capital constant dans le vocabulaire de Marx). Une hausse du coefficient de capital signifie que, pour produire la même quantité, il faut davantage de capital. Or, que signifie la crise écologique ? Elle signifie que le rendement économique tiré des matières premières et des ressources énergétiques, qui constituent l'essentiel du capital circulant, diminue, ou, ce qui revient au même, que leur prix augmente. On peut rapprocher cette idée de la variation du taux de retour énergétique (*Energy Returned on Energy Invested*, EROI), sous réserve de l'hypothèse que les prix de l'énergie augmentent pour suivre la baisse de ce taux.

La conclusion est que le taux de croissance du taux de profit résulte de la combinaison de ces deux effets. Le rétablissement du taux de profit dans les pays capitalistes développés depuis le début des années 1980 jusqu'au milieu des années 2000 a été obtenu essentiellement par la dévalorisation de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire en jouant sur la variable de répartition ci-dessus : le taux de croissance des salaires a été inférieur à celui de la productivité du travail, sorte de « règle d'argent » de la phase néolibérale du capitalisme, ce qui signifie une augmentation du taux d'exploitation de la force de travail.

Mais la pérennisation de cette situation s'est heurtée à deux obstacles. D'une part, les gains de productivité du travail se sont affaiblis et il s'agit donc d'une difficulté de faire produire de la valeur par la force de travail, car, pour le dire de manière imagée, le capitalisme n'a pas encore inventé la vingt-cinquième heure par jour : l'augmentation du taux

³⁰ Cette annexe est extraite d'un article présenté au colloque de la *Revue de la Régulation*, 10-12 juin 2015, et devant le CA des Économistes atterrés : « L'impact cumulé des crises sociale et écologique du capitalisme sur la croissance : vers la fin programmée de celle-ci ? », <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/fin-croissance-rr.pdf>.

d'exploitation a donc des limites. D'autre part, la dévalorisation relative des salaires finit par provoquer un problème de débouchés aux marchandises, c'est-à-dire une difficulté de réalisation de la valeur.

Comment la répartition des revenus peut influencer la dénommée productivité totale des facteurs capital (K) et travail (L) mesurant le rôle du progrès technique. Appelons $\underline{A}$ le taux de variation de celle-ci : $\underline{A} = a (Q - \underline{K}) + (1 - a) (Q - \underline{L}) = (1 - w/p) (Q - \underline{K}) + w/p (Q - \underline{L})$

où a est la part des profits dans le produit national, b celle des salaires, w/p le rapport du salaire à la productivité du travail³¹.

Lorsque la tension entre l'évolution de la productivité et celle du salaire s'accroît parce que l'écart entre les deux se réduit, les possibilités de restauration du taux de profit via la variable de répartition s'amenuisent puisque le taux de plus-value fléchit après avoir beaucoup augmenté ; et les occasions d'investissements suffisamment rentables aux yeux des capitalistes se raréfient, tandis que toutes les institutions financières se réfugient dans les placements spéculatifs à court terme.

Si, dans le même temps, se profile une configuration historique inédite qui voit également les ressources matérielles naturelles se raréfier ou se détériorer, alors ce n'est plus seulement la variable de répartition qui voit s'épuiser sa capacité d'augmentation du taux de profit, c'est aussi le cas de la variable de l'efficacité du capital. Par-dessus le marché, si l'on peut dire, l'écart, pendant toute la période du capitalisme néolibéral, entre l'évolution du taux de profit et celle du taux d'accumulation³² signe, d'une part, l'incapacité du capitalisme de répondre aux besoins sociaux, et d'autre part, l'absurdité d'une trajectoire consistant à diminuer l'investissement, et préférer racheter des actions et verser des dividendes, au risque d'affaiblir encore davantage les gains de productivité. Tous les indicateurs convergent pour indiquer une détérioration prolongée des taux d'investissement par rapport au PIB dans les pays capitalistes développés. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une crise globale du capitalisme global : tout concourt à accroître les difficultés à produire et réaliser la valeur, but ultime du capital.

³¹ Dans une fonction de type Cobb-Douglas à rendements constants a et b sont aussi les élasticités partielles de la production par rapport à chacun des facteurs.

³² Sur l'écart entre taux de profit et taux d'accumulation pendant le néolibéralisme, voir Michel Husson, « La théorie des ondes longues et la crise du capitalisme contemporain », Postface à Ernest Mandel, *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste*, Paris, Syllepse, novembre 2014, <http://hussonet.free.fr/mmh14w.pdf>. Aux États-Unis, William Lazonick, « Profits without prosperity », <http://hbr.org/2014/09/profits-without-prosperity/ar/1>, *Harvard Business Review*, septembre 2014, estime que, de 2003 à 2012, les 449 groupes composant l'indice S&P 500 ont affecté 54 % de leurs profits à racheter leurs actions et 37 % à verser des dividendes. Et il conclut en distinguant « value creation » et « value extraction ».